

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES du 5 Mars 1967

**Candidature d'Union pour la V^e République
et l'Expansion Economique**

*présentée par : l'U. N. R. - U. D. T., les Républicains Indépendants
et la Gauche V^e République*

PHILIPPE LUC
dit **LUC-VERBON**

43 ans
Journaliste économique

Accrédité auprès de la Délégation à l'Aménagement du Territoire
les Ministères de l'Agriculture, de l'Industrie et de l'Équipement



CONTRE L'IMMOBILISME, POUR L'EXPANSION

Sous le règne de la République des partis, les provinces et l'Ouest tout particulièrement se sont appauvris, dépeuplés; toute la vie économique et la richesse se sont monstrueusement concentrées dans quelques centres et surtout à Paris.

La V^e République a renversé le mouvement, l'Aménagement du territoire a été créé par elle, de nombreuses implantations d'usines réalisées comme celle de SIMCA à La Rochelle, créant des emplois, faisant vivre des milliers de familles.

Le V^e plan, qui n'a fait que commencer cette année, place au premier rang de ses objectifs l'industrialisation de l'Ouest qui va cesser enfin d'être le désert français.

Cette grande œuvre de réanimation dont notre circonscription a plus que toutes les autres besoin, ne peut être menée à bien que grâce à l'action incessante d'élus tournés vers l'avenir, comme à La Rochelle, à Rochefort, à Royan, où tout le monde peut constater les résultats atteints.

Pour briser l'inertie administrative, les résistances des intérêts privés, la routine, les égoïsmes, il faut des hommes jeunes, qui ont choisi d'épouser leur siècle, ni des conservateurs qui n'ont rien fait pour le développement économique de St-Jean-d'Angély, ni des démagogues qui promettent tout à la fois sans savoir s'ils auront le moyen de le réaliser.

PAS DE PROMESSES, DES ACTES

Par mon travail, en rapports constants avec la Délégation à l'Aménagement du Territoire, les Ministères de l'Agriculture, de l'Industrie et de l'Équipement, je suis bien placé pour faire aboutir les justes revendications des agriculteurs, des commerçants et des travailleurs de l'Industrie.

J'ai déjà obtenu du Premier Ministre la décision d'utiliser à plein les installations du Camp de Fontenet.

CE N'EST QU'UN COMMENCEMENT

Je travaillerai avec acharnement à amener à St-Jean-d'Angély et dans les chefs-lieux de cantons les entreprises, à assurer l'écoulement régulier de nos richesses agricoles: céréales, cognacs, viande et produits laitiers.

Le Marché Commun Agricole réalisé grâce à la fermeté du Général de Gaulle, la coopération économique avec tous les Etats et notamment avec les Pays de l'Est ouvrent de nouveaux débouchés qui iront s'étendant dans les années qui viennent.

Notre circonscription pourra d'autant mieux jouer ses cartes majeures que les professionnels s'uniront, se spécialiseront et pourront grâce à une aide accrue de l'Etat créer des usines de transformation à l'échelle européenne, notamment pour le beurre et la poudre de lait.

A L'AVANT GARDE DE LA V^e RÉPUBLIQUE

Avec mes amis Maurice Couve de Murville, Louis Joxe, Edgard Faure et Edgard Pisani, Maurice Schumann, Emmanuel d'Astier, René Capitant et Louis Vallon, je suis convaincu qu'un Etat fort et juste, avec à sa tête un chef élu par tout le peuple, est infiniment plus favorable au monde du travail que les mêmes partis manipulés par les puissances d'argent et par l'étranger et surtout que le parti qui n'ose pas dire son nom celui de la réaction, dont les candidats acceptent l'investiture tout en la refusant et la refusent tout en l'acceptant.

CONTRE LE PRÉTENDU CENTRE PRÉTENDUMENT DÉMOCRATE

Les vieux politiciens réactionnaires rejetés en 1962 par le suffrage universel, sauf dans quelques rares circonscriptions se sont rassemblés autour de M. Jean Lecanuet.

Ce parti n'a qu'un but: ramener la France sous la domination étrangère, réveiller l'esprit de la guerre froide et pour cela chasser de Gaulle et détruire les institutions qu'ils prétendent hypocritement respecter, mais dont ils briseraient le ressort essentiel qui est la cohésion de la majorité.

T. S. V. P.

Or, aucune association n'est possible entre la majorité de Progrès, d'Indépendance Nationale et de Paix et ceux qui sous prétexte d'infléchir le régime politique du Général de Gaulle s'en prennent à ce qui en est l'essentiel: sa politique étrangère approuvée de plus en plus massivement par le pays et qui vaut à la France un prestige jamais atteint dans l'opinion mondiale.

Ce parti est celui qui n'ose pas dire son nom, dont on a honte d'avouer qu'on lui appartient.

Le député sortant est-il oui ou non avec M. Lecanuet dont il accepte le soutien, tout en le refusant et le refuse tout en l'acceptant?

Les électrices et les électeurs doivent savoir avant de donner le feu vert à un candidat quelle politique il suivra: s'il s'alliera par tactique avec M. Mitterrand et les communistes comme la plupart de ses amis l'ont fait en 1965.

CONTRE LA VIEILLE GAUCHE PRÉTENDUMENT UNIE

En paroles plus favorables aux revendications ouvrières et paysannes, les mêmes partis dits de gauche ne le sont guère plus en fait.

Le parti communiste veut importer en France des méthodes qui sont, dans certains domaines, bonnes pour les soviétiques, mais qui ne le sont nullement pour nous. La suppression de toute propriété privée, et surtout de l'exploitation agricole familiale, nuisible aux libertés est économiquement une erreur.

Quant à la Fédération dite de la gauche prétendument unie, elle n'est guère de gauche et encore moins unie. Comment les hommes de progrès feraient-ils confiance à une faction qui est responsable des guerres d'Indochine et d'Algérie, de l'équipée de Suez et qui présente dans notre région Robert Lacoste, l'homme du dernier quart d'heure et Georges Bonnet, l'homme de Munich.

Le cœur à gauche, le portefeuille à droite, la plupart de ces hommes usurpent le nom de socialistes ou radicaux comme d'autres celui de démocrates chrétiens. Ils n'ont en commun que l'étiquette avec la grande tradition de Jean-Jaurès et d'Edouard Herriot largement représentée dans la majorité par des hommes tels qu'Edgard Faure et Georges Gorse.

POUR LE PROGRÈS

Nul ne peut honnêtement prétendre que la majorité sortante n'a pas fait œuvre de Progrès.

La cinquième République en huit ans a construit autant d'écoles qu'il en avait été construit en un siècle; le nombre de maisons construites a doublé; la sécurité sociale a été étendue à six millions d'agriculteurs, de commerçants et d'artisans. Les crédits pour la recherche ont été multipliés par dix.

Les succès remportés par nos champions olympiques comme les prix Nobel de nos savants indiquent que la France a repris sa marche en avant.

Les partis promettent de faire mieux et plus vite. Pourquoi ne l'ont ils pas fait quand ils occupaient le pouvoir? On juge l'arbre à ses fruits: les leurs c'étaient l'inflation, les cascades de ministères, la ruine de l'épargne, le sous-développement des provinces.

Certes il reste beaucoup à faire. Tout n'est pas parfait. Le Général de Gaulle est le premier à reconnaître les lacunes et les imperfections de son œuvre, alors que les oppositions critiquent tout systématiquement.

Ce qu'il a fait dans l'ordre politique en donnant le droit de vote aux femmes et le droit à tous les Français de choisir leur Président, une démocratie plus large il entend l'entreprendre dès 1967 dans l'ordre économique et social, par la participation des travailleurs de l'Industrie et de l'Agriculture à l'enrichissement général.

Le cinquième plan a fixé à 5 % par an l'accroissement du revenu des agriculteurs et il organise le plein emploi. Sur ces deux points, je serai le défenseur intransigeant des intérêts populaires.

J'ai avec mon ami Gilbert Grandval mis au point un plan contre le chômage, proposé en accord avec les ministres intéressés l'extension des primes de reconversion à toutes les professions et d'abord aux agriculteurs qui sont les plus nombreux à être concernés.

POUR L'INDÉPENDANCE

En faisant une réalité du droit au travail, du droit à la santé, du droit à la culture pour des Françaises et des Français de plus en plus nombreux, la République nouvelle vise à renforcer l'unité nationale. Celle-ci, les partis ne visent qu'à la détruire en réveillant nos vieilles divisions, et en appelant l'intervention étrangère comme l'ont toujours fait les factions au cours de notre histoire.

S'ils réussissaient à mettre en échec le Général de Gaulle l'existence même de la Patrie serait en péril de mort. Leur but n'est-il pas de dissoudre la France qui ne serait plus la France, dans une Europe qui ne serait plus européenne. Indépendance de la France et Indépendance de l'Europe, union des Français et unité européenne sont inséparables.

L'Europe unie doit à l'image de la France du Général de Gaulle être exclusivement au service de la Paix.

POUR LA PAIX

Celle-ci ne tient qu'à un fil. Le partage du monde en blocs antagonistes aux armements capables de détruire toute vie sur la terre, constitue un danger effrayant.

Tout l'effort de la France vise à la dissolution de ces blocs, au droit pour chaque peuple de disposer librement de lui-même.

Cela est vrai pour le peuple Viet-Nam comme pour tous les autres.

Le Général a donné l'exemple en donnant leur indépendance à quinze nations et en mettant fin à la guerre d'Algérie.

Tout foyer d'incendie, dans notre monde où la distance est vaincue, risque de s'étendre à l'univers entier.

La présence de de Gaulle assure aux Français qu'ils ne seront pas entraînés par des gouvernements faibles dans une guerre contre leur gré.

La politique du Général de Gaulle est la plus pacifique du monde.

Pour qu'il reste, pour que notre jeunesse ne soit pas envoyée se faire massacrer au Viet-Nam comme le réclame l'ancien Vice-Président Nixon et le Secrétaire d'Etat Adjoint Georges Ball.

Pour sauver la Paix RÉPONDEZ UNE FOIS DE PLUS A L'APPEL DU GÉNÉRAL DE GAULLE

Comme en 1940 - Comme en 1958

Votez pour qu'il reste

Votez pour Philippe LUC-VERBON

c'est voter pour DE GAULLE

Suppléant : Joseph FERRER

Professeur, expert en coopération technique, 35, ans, père de 4 enfants, ancien garde du corps du Général de Gaulle, champion en sports de combat, ayant sauvé la vie à deux ministres congolais au péril de la sienne, il est de ces Français d'Algérie qui depuis toujours avaient choisi la coopération et qui, s'ils avaient été suivis, auraient évité huit ans de guerre et permis à nos compatriotes de rester en Algérie.